

Production agricole et société : questions d'éthique

Stavriani KOUTSOU

Institut d'Enseignement Technologique

Faculté d'Agronomie

Thessalonique

GRECE

La recherche scientifique est certainement l'une des expressions les plus importantes de la curiosité et de la créativité humaine. Lors de ces derniers siècles, les applications technologiques des découvertes scientifiques ont entraîné de grands changements dans les modes de production et dans les pratiques. La science s'est ainsi transformée en bien économique puisqu'elle permet aux industriels qui peuvent en appliquer les découvertes de devenir économiquement très puissants. Pour reprendre l'expression de Bacon, « savoir c'est désormais pouvoir ». Les succès de la science, surtout au cours du vingtième siècle, ont été tels que les sociétés modernes ont élevé la science quasiment au niveau des divinités, suivant presque aveuglément ses succès et ses directives. La science serait à même de contrôler la marche de l'humanité, de résoudre tous les problèmes (y compris ceux qu'elle a engendrés) et d'apporter, en particulier, la sécurité et le bien-être aux sociétés qui ont confiance en elle. La conviction que la technique est porteuse d'un progrès qui entraîne un progrès pour l'humanité est telle que rien ne semble pouvoir limiter ce progrès technique (Vermersch, 2004). Les progrès dans tous les domaines de la science ont conduit à renverser la relation homme – nature à la grande fierté de l'homme. Le mode de vie d'autrefois était réglé sur les conditions naturelles dont souvent il dépendait, alors qu'aujourd'hui l'homme gère et régulé son mode de vie. Autrefois spectateur, l'homme est devenu acteur et maître de ses relations avec la nature.

Certains événements récents tragiques ont cependant sérieusement ébranlé cette confiance ; la conscience moderne réalise que le monde actuel n'est pas si sûr qu'on aurait pu le croire. Des incidents technologiques répétés, les menaces émergentes pour la santé publique ou encore la dégradation des écosystèmes ont conduit l'opinion

publique à douter de l'idée que la science puisse garantir une sécurité maximale en tous lieux et en tous temps. Pour la première fois dans l'histoire, l'opinion publique doute que le progrès technique contribue systématiquement au progrès humain. Cette remise en cause conduit logiquement à celle de l'utilité des spectaculaires avancées actuelles de la science. Et malgré l'évidence des bénéfices tirés des applications techniques, Les conséquences à moyen terme du progrès technique et le prix à payer dans le futur suscitent de plus en plus d'interrogations. Les nouveaux avantages attendus de la science sont grevés d'incertitudes car les risques potentiels ne peuvent en effet pas encore être évalués correctement. L'imprévisibilité des effets futurs est devenu une des caractéristiques importantes des résultats de la recherche scientifique.

Tout intervention humaine à la surface du globe, qu'elle aille dans le sens ou non de la nature, pose un problème ayant des dimensions éthiques, même si nombre de ces interventions amènent d'incontestables bénéfices. Dès lors qu'une découverte ou une avancée scientifique sort en effet du cadre de la communauté scientifique et débouche sur des applications technologiques, elle provoque des changements dans les manières traditionnelles d'agir et de produire. Elle amène, du coup, des changements dans la structure même de l'économie. Cela touche alors fatalement la structure sociale et plus loin les valeurs morales, philosophiques et culturelles qui sont intimement liées à cette structure sociale. Les conceptions individuelles et les relations sociales peuvent ainsi être perturbés par ces applications techniques de la science. Ces dernières posent également des questions concernant les coûts et bénéfices réels qu'elles vont provoquer dans les sociétés, dans la mesure où certaines composantes des sociétés en profiteront alors que souvent d'autres en pâtiront.

Les sociétés modernes ont le souci d'estimer les coûts et les bénéfices de chaque application technologique qui affecte les structures de leur organisation économique. Si en général les bénéfices économiques et surtout financiers sont faciles à évaluer, à chiffrer, les coûts sont, eux, moins accessibles, plus difficiles à cerner car ils se rapportent à des valeurs morales et culturelles souvent impossibles à chiffrer. Plus concrètement même, les conséquences environnementales sont difficilement prévisibles en l'état actuel des connaissances, la causalité multiparamétrique de la nature étant complexe et inaccessible à la logique élémentaire que nous employons habituellement.

Quelque soit le point de vue adopté et les réserves que l'on peut avoir, les bénéfices de la technologie sont en général incontestables, c'est notamment le cas en biotechnologie. Toutefois le champ d'application de la biotechnologie est très sensible et son développement ne va pas sans secousse d'ordre morale. Le questionnement éthique se révèle alors nécessaire. Si l'on s'attarde, comme c'est notre propos, sur les biotechnologies, on constate qu'elles doivent être considérées sous deux angles : celui des utilisations directes, avec donc un questionnement sur ces technologies, voire même leur remise en cause, et celui des conséquences plus ou moins directes, mais logiques et attendues, de l'application de ces technologies. Les problèmes éthiques ne sont inévitables et de graves conflits peuvent apparaître, provoquant une forme de malaise dans une société qui peut même s'émouvoir jusqu'au scandale. Le savoir opérationnel scientifique progresse en effet très rapidement, et cette progression se fait - de par la nature même de la science moderne - sans état d'âme, alors que les sociétés ne sont pas prêtes à réviser leurs valeurs, leur mentalité et leur morale qui évoluent par nature de manière lente. *De facto*, les sociétés ne sont pas disposées à évoluer aussi rapidement que le savoir scientifique. L'inertie culturelle des groupes humains, par ailleurs facteur de stabilité, est importante. Forcer cette inertie afin de mettre en place de lucratives applications des découvertes est, en conséquence, à la fois dangereux pour l'équilibre social et pour l'individu.

Si plusieurs applications de la biotechnologie ne concernent que certaines catégories ou groupes sociaux, les applications du savoir scientifique à la production et à la transformation des produits agricoles touchent la majorité des sociétés humaines, soit directement par la consommation des aliments, soit au travers les conséquences sur l'environnement.

La technologie a d'abord essayé de résoudre le problème de la quantité des denrées agricoles produites. Plusieurs problèmes de production ont été résolus, mais parallèlement de nouveaux types de risques environnementaux avérés sont apparus : pollutions diffuses, raréfaction de ressources semi renouvelables telles que l'eau et les sols, etc. A ces risques, la technologie tente à nouveau de répondre par l'utilisation d'espèces végétales génétiquement modifiées, qui pourrait accroître non seulement des risques mais aussi les incertitudes environnementales (Vermersch, 2004).

L'inquiétude alimentaire concernant la quantité des produits agricoles a également été remplacée par l'inquiétude concernant leur qualité. « L'alimentation industrielle se transforme en poison », selon l'expression de Dupuy. Comment, donc, évaluer les conséquences de l'utilisation de la technologie ? Quelle norme peut permettre de connaître les bonnes et mauvaises conséquences ? Pour qui, à quel terme ? (Clavier, 2004).

Différents acteurs interviennent dans le domaine de l'alimentation, de la planification jusqu'à la production et la consommation des produits agricoles. Nous en identifions plusieurs types, qui chacun possède sa part de responsabilité : ce sont les scientifiques, les producteurs, les consommateurs et les responsables politiques.

Les scientifiques

La science et la technologie constituent aujourd'hui une force productive majeure, la technologie a des conséquences économiques et sociales très importantes, il est alors évident que les scientifiques ont, dans la production de leur savoir, une grande responsabilité envers la société. Toutefois les scientifiques, eux aussi, appartiennent à la société et agissent sous certaines contraintes politique, économique et sociale. Ils sont fréquemment orientés par des puissances politiques et économiques au travers de financements accordés à condition de diriger des recherches bien déterminées. Le coût de la recherche scientifique moderne étant particulièrement élevé, dans quelle mesure les acteurs de cette recherche peuvent-ils déterminer librement le sujet de leur travail ? dans quelle mesure peuvent-ils évaluer, à partir de leur point de vue de chercheur, les conséquences concrètes de leurs recherches sur l'économie, la société, l'environnement etc. ? Un dilemme apparaît au scientifique : travailler uniquement dans la recherche fondamentale (« la science pour la science ») ou, dans leur spécialité, mettre leur travail au service de la société ? Si nous acceptons le premier terme de l'alternative, jusqu'où peuvent alors conduire la science et la technologie ? existe-t-il des limites ? Et si c'est le cas, qui est en mesure de les déterminer ? Si nous retenons, à l'inverse, le deuxième terme de l'alternative, apparaît la question de savoir qui est à même d'évaluer, d'établir ce qui est le meilleur pour l'humanité ? Les scientifiques ou la société ? Si c'est la société, est-ce toute la société ou seulement une

partie ? et par quels mécanismes, par quelles institutions la société pourrait-elle toujours orienter assurément la progression scientifique vers le « bien » ? Selon les cultures et les religions, certains entendront le Bien comme le bien absolu et transcendant (celui décrit par Kant), d'autres entendront et donneront essentiellement priorité au bien matériel tangible.

La communauté scientifique n'a, semble-t-il, pas le droit (car d'où le tirerait-elle ?) de rester neutre face à ces interrogations. Par son travail elle prépare l'avenir, elle en a donc la responsabilité. La société ne peut cependant pas raisonnablement se décharger de toute la responsabilité pour la faire reposer sur les épaules de la communauté scientifique. Un dialogue raisonné doit être établi entre la démarche scientifique et le questionnement éthique. L'information, le développement et la mise en œuvre de mécanismes de contrôle et d'intervention politique et sociale constituent la mission du corps social. Le degré de réussite dans ces domaines est, par ailleurs, un indice significatif pour estimer la qualité de fonctionnement et de sensibilité démocratique d'une société (Monbureau, 2004).

Les producteurs

Au milieu du vingtième siècle, les conditions politiques, économiques et sociales de la planète nécessitaient l'augmentation la plus rapide possible de la production agricole. Cela fut réalisé grâce à la modernisation de l'agriculture, les pays développés ont ainsi adopté le modèle productiviste (sélection, mécanisation, fertilisation artificielle, irrigation, drainage...). Les résultats furent spectaculaires : simultanément la production accrut et les coûts baissèrent. Dans de nombreuses régions, le facteur multiplicatif des rendements à l'hectare a été de 10 et plus. Pour les pays qui adoptaient ce modèle, il était le moyen idéal d'accéder à l'autonomie alimentaire. Dans le même temps, la lutte contre la famine du tiers monde, supposée être remportée grâce à l'adoption du modèle productiviste, a constitué un alibi pour les pays développés qui ont pu envahir l'économie des pays en voie de développement.

L'intensification de la production agricole, si elle a apporté des bénéfices immédiats et réels incontestables, a eu, avec un temps de retard - dû à l'inertie et à la lenteur des processus naturels - des conséquences désastreuses dans différents domaines. Les

bénéfices spectaculaires du premier temps ont en effet contribué à la sous-estimation de l'impact de l'activité humaine sur l'environnement, sur la santé des consommateurs et sur le tissu social.

Sous la pression des exigences de la mécanisation, la production agricole s'est spécialisée. Le facteur « travail humain » rapporté à la production a été modifié, ce qui a conduit au chômage et au sous-emploi une grande part de la population rurale qui fut alors contrainte d'abandonner massivement les campagnes pour s'installer en ville. Les conséquences sociales sur le monde rural et le tissu social de la campagne sont évidentes, mais elles ne sont pas les seules. L'intensification continue des cultures s'est en effet traduite par un accroissement des pressions sur le milieu naturel (eau, sol, forêts...), ce qui a hypothéqué le développement durable de l'agriculture. Le climat politique général qui favorise la libération et la mondialisation des marchés, la concurrence mondiale et le relâchement des services de contrôle officiels, a induit, dans le domaine de la production et de la transformation des produits agricoles, la poursuite effrénée du moindre coût et du plus grand profit. Cela a entraîné des atteintes à la santé des consommateurs et a conduit à des modes de production de plus en plus éloignés des processus naturels (par exemple, on a nourri des herbivores avec des aliments qui en faisaient des carnivores). La modernisation agricole a catalysé un individualisme extrême chez les producteurs. Adapté au climat général, l'agriculteur, à la recherche de la viabilité de son exploitation agricole et du profit, s'intéresse surtout à la quantité qu'il peut produire. Conscient ou non des conséquences sur la santé des consommateurs et l'environnement, il utilise excessivement des produits chimiques dans le processus de production, sans parfois en avoir le choix. C'est particulièrement le cas des productions destinées aux entreprises agroalimentaires.

L'agriculteur qui était jusque là dans un mode de production et de relation à la nature classiques – on dirait « millénaires » – et a été conduit par le modèle intensif dans un mode de production qui, d'un côté, le décharge d'une grande partie du travail manuel pénible et lui donne un revenu assez important et un statut d'entrepreneur, de chef d'entreprise peu dépendant du milieu naturel. Mais, d'un autre côté, ce mode de production le rend dépendant, en amont, des finances et, en aval, du consommateur (ç'en est fini de l'autarcie du paysan prônée par Hésiode, il y a deux mille sept cents ans, comme équilibre essentiel, et dont le modèle a perduré dans beaucoup de

campagnes jusqu'au vingtième siècle). L'agriculteur est ainsi fréquemment sous la dépendance complète des organismes financiers et également sous la dépendance des organismes et des systèmes de distribution et transformation des produits de son exploitation. Il doit, dans une large mesure, tenir compte par ailleurs des caprices de consommateurs dont croissent les exigences pas toujours fondées en raison et souvent provoquées par la publicité. De plus le rapport de l'agriculture à la nature se modifie, en évoluant dans un sens défavorable pour la nature à cause des atteintes aux ressources naturelles (destruction d'équilibre, gaspillage, pollution...).

Par la suite, plusieurs causes ont conduit les discours de nombreux gouvernements à soutenir un modèle inverse du modèle productiviste. Ces discours critiquaient le modèle productiviste en raison de son coût finalement élevé, des atteintes environnementales qu'il induit, des risques de surproduction agricole qu'il fait courir, mais surtout (et c'est un nouveau paramètre) des risques pour la santé des consommateurs. Du côté des producteurs, le choc est grand puisqu'ils se voient accusés d'être des pollueurs et les responsables de la perte de qualité des produits agricoles. On leur demande ainsi de produire moins et de changer leurs pratiques culturales. À une machine conçue pour produire toujours plus, il est demandé de produire en dessous de ses capacités et parfois même en dessous de son seuil de rentabilité. Si la baisse de production se réalise simultanément avec l'effondrement des prix du marché, l'agriculteur est conduit à la faillite financière car il a souvent dû s'endetter pour moderniser son appareil de production intensive. Il n'a plus aucune solution de repli et se retrouve souvent dans une situation dramatique. Dans les conditions de l'économie mondialisée actuelle, les agriculteurs de nombreux pays ont, enfin, des problèmes graves de commercialisation de leur production.

Les agriculteurs des pays développés, nos agriculteurs européens par exemple, doivent donc résoudre le problème du nécessaire retour au respect des équilibres naturels conjugué à la nécessité d'assurer de manière rentable et durable une production garantissant la qualité des produits. Cette rentabilité doit assurer à ces agriculteurs des revenus compatibles avec les légitimes aspirations des citoyens de la société dont il fait partie. Pourra-t-il participer à la protection de l'environnement tout en produisant de façon rentable des produits sains ? Le problème posé touche à l'éthique de l'équité et de la solidarité dans la recherche d'une démocratie juste.

Les consommateurs

L'augmentation rapide, pendant le vingtième siècle, de la population urbaine sur l'ensemble de la planète a considérablement accru la demande en produits agricoles. A cause de la réduction de la population rurale, la seule manière de parvenir à une autosuffisance alimentaire était l'augmentation de la productivité du travail notamment grâce aux investissements, cela fit logiquement émerger le modèle productiviste. Le développement des technologies liées à la production, à la transformation des produits agricoles et aux transports, a permis l'invasion du marché par une abondante et inédite quantité de produits agricoles. Cette abondance n'était d'ailleurs pas seulement liée à la quantité des produits, mais également à la diversité de ceux-ci (produits hors saison et produits importés des pays lointains).

La capacité de la technologie à répondre à toutes les demandes et tous les besoins (qu'ils soient réels ou artificiels) a rendu les consommateurs de plus en plus exigeants en ce qui concerne la quantité, la qualité (liée d'habitude au profil du produit), la diversité des produits alimentaires et surtout le faible prix de ces produits. Pourtant, la satisfaction de ces demandes, parfois contradictoires, par l'entreprise agricole et l'industrie agroalimentaire, a entraîné des pratiques néfastes par leurs effets sur les ressources naturelles et la qualité des produits.

L'apparition de problèmes comme les crises et « scandales » alimentaires (vaches folles, dioxines etc.) a surpris les consommateurs. Ceux-ci, en effet, n'avaient pas réellement pris conscience des conséquences potentielles d'une abondance à faible prix et d'une grande diversité de produits sur le marché. Les fièvres médiatiques amènent chez les consommateurs, influencés largement par les médias, des réactions brutales et irrationnelles, telles que l'arrêt total d'un type de consommation, suivi parfois d'une reprise sans fondement raisonnés. Dans les pays développés, où les populations sont les mieux informées, des changements dans les habitudes alimentaires sont constatables. La demande en qualité se cristallise de plus en plus vers la demande en produits dits « biologiques ». Pourtant, ce mode de production conduit à la diminution de la production et à l'augmentation des prix des aliments. Il est reconnu que l'amélioration de la situation nutritionnelle d'un individu ou d'une

population est en partie relative à l'augmentation de son pouvoir d'achat. Le changement, donc, de la production agricole qui se tourne vers des pratiques respectueuses de l'environnement et de la santé des consommateurs est confronté à la réalité actuelle, caractérisée par une augmentation du chômage et diminution des revenus, signifiant une diminution importante du pouvoir d'achat des consommateurs. L'émergence des produits de l'agriculture « biologique » restitue ainsi des inégalités car, plus chers, ces produits ne peuvent profiter qu'à une population aisée qui a la possibilité de choisir sans trop se soucier de la question du prix.

Si l'on adopte un mode de production caractérisé par des pratiques plus respectueuses de l'environnement naturel et qui privilégient la qualité des produits, comment pourra-t-on faire face à l'accroissement rapide de la population mondiale et résoudre la crise économique actuelle ? Qui pourra ou voudra supporter les augmentations de coût nécessairement induites ? Qui est prêt à payer ? Comment évaluer économiquement les gains en qualité et le confort moral autant que matériel qui découlent du souci du respect de la nature, de ses équilibres et de ses ressources, ? Comment concilier cela avec une certaine équité dans l'accessibilité des avantages ?

Les conditions économiques mondiales actuelles semblent ainsi plutôt faciliter la survie du modèle productiviste (voir l'utilisation même des produits de la biotechnologie), et principalement dans les pays en voie de développement. Dans le même temps dans les pays développés apparaît une tendance à vouloir modifier ce modèle. Quel est donc l'avenir de l'agriculture mondiale ? Agriculture « propre » dans certains coins de la planète (comme par exemple l'Union Européenne) et agriculture « sale » dans d'autres ?

Les responsables politiques

Le politique se trouve entre différents besoins et différentes logiques souvent contradictoires : autonomie alimentaire, revenus satisfaisants pour les producteurs, prix bas pour les consommateurs, pressions des puissances économiques, marché mondialisé, protection de l'environnement, durabilité des modèles utilisés, problèmes éthiques de justice sociale et humanitaire etc. et il doit être en mesure de gérer et de favoriser l'équilibre dans les décisions. Les agendas politiques témoignent cependant

de la difficulté à concilier l'économie, le social, l'environnement et l'éthique. Autrement dit, à positionner les intérêts catégoriels, nationaux et générationnels, dans une vision cohérente de notre destinée commune (Vermersch, 2004).

Il est aujourd'hui patent que l'industrialisation de la production et, plus encore, l'industrialisation de la vie économique et des marchés, ont pour conséquence que des décisions économiques et privées peuvent directement et socialement ou indirectement via des effets environnementaux ou sanitaires induits affecter une masse d'individus. Les conséquences ont ainsi une dimension dans l'espace et dans le temps ; elles ne concernent plus seulement le cercle restreint des proches, mais se déploient en touchant un très grand nombre d'individus. Il arrive même parfois que les acteurs ne subissent pas nécessairement eux-mêmes les conséquences de leurs actes et n'assument pas leurs responsabilités.

L'action politique a, donc, une importance majeure pour l'avenir de l'humanité, et a ainsi des responsabilités envers les sociétés. Le cadre de l'action politique n'est plus celui de la proximité mais au contraire celui de la distance : spatiale, celle afférente au territoire sur lequel s'exerce le pouvoir ; affective, pour autant que le pouvoir conduit à agir sur une foule anonyme ; et enfin temporelle, pour autant que l'on impute aux responsables politiques des conséquences à moyen terme de leurs actions (Bourg, 2004).

L'expérience des dernières années a montré et montre encore tous les jours que les politiques sont souvent incapables de gérer des problèmes de santé publique ou de qualité de l'environnement et qu'ils rencontrent des grandes difficultés pour mener des arbitrages entre les différentes logiques et les différents besoins. Les normes existantes se révèlent inefficaces et incapables d'envisager les nouveaux types de problème. Le public perd alors confiance dans les hommes politiques, ce qui constitue un problème éthique dans les sociétés de droit, où la loi est le plus souvent perçue, même si c'est à tort, comme disant le bien. Dans de nombreux cas, le public fera, peut-être sans discernement, plus confiance à des organisations non gouvernementales, pas forcément toujours fiables ni explicites quant à leurs motivations. Les résultats d'un récent sondage européen sont éloquent à ce sujet : deux consommateurs sur trois font confiance aux organisations écologistes, un sur

deux aux associations de consommateurs et seulement un sur trois aux chercheurs et aux universitaires, dont l'Etat utilise la compétence. D'autres sondages montrent que le public, malgré ses déceptions, espère toujours que l'Etat et la politique conduite permettront la bonne gestion et l'apparition d'une réglementation efficace qui préserve l'avenir.

L'absence d'accord entre les différents acteurs sur les décisions qui portent sur la recherche, la santé publique, le respect des droits de l'homme etc. ne signifie pas qu'il faille abandonner la perspective éthique (Clavier, 2004). Le rôle de la politique est en premier lieu de promouvoir et encourager le dialogue entre les différents acteurs, mais aussi d'informer clairement le corps social, de prendre en compte attentivement les inquiétudes et les interrogations des citoyens, ainsi que de respecter et systématiquement examiner toutes les opinions. Le responsable politique doit évaluer tous les aspects des problèmes pour ensuite donner des réponses convenables et explicites, même si elles restent temporaires, aux interrogations soulevées par le progrès scientifique et le fonctionnement de la vie économique. Cette attitude doit être prolongée par l'établissement d'organismes institutionnels de gestion, de contrôle et de prise de décisions.

Discussion

Scientifiques, producteurs, consommateurs, responsables politiques font tous partie de la même société qui a des raisons légitimes de s'inquiéter et le devoir de s'interroger. Chaque acteur, de la recherche scientifique jusqu'à la sphère politique, de la production jusqu'à la consommation, a ses responsabilités et chercher un « bouc émissaire » est illusoire. Bien que les différents groupes sociaux aient des intérêts contradictoires, tous ont aussi des intérêts communs, qui sont l'environnement, la santé publique, leur avenir.

Le débat public s'anime chaque fois que de nouvelles avancées technologiques touchent notre vie, ou chaque fois que des « scandales » alimentaires sont à la une médias. L'opinion publique est ainsi conduite à la révision de son appréciation des bénéfices, qui restait liée aux applications technologiques antérieures. L'opinion publique devient par ailleurs réservée, voire méfiante vis-à-vis des nouveautés, car

elle prend de plus en plus conscience que les coûts et les conséquences à moyen et long terme ne sont pas aujourd'hui estimables avec un coefficient de certitude rassurant.

Il y a, grossièrement, trois protagonistes du débat public : les spécialistes du « pour », les spécialistes du « contre » et ceux exprimant l'opinion publique ou qui sont responsables devant elle, à savoir les journalistes et les responsables politiques au pouvoir. Dans ce débat, il y a lutte entre les deux premiers, engendrant une confrontation que peut parfois perturber l'intervention des médias. L'opinion publique proprement dite reste sans expression, aphone et incapable de faire des choix « pour » ou des choix « contre ».

Les dialogues et débats ne suffisent cependant pas. Des décisions doivent, en effet, être prises et il est nécessaire de déterminer qui prend les décisions et qui en subit les conséquences. Les sociétés concernées par tel ou tel problème, mais aussi la société au sens très large, doivent prendre des décisions, dans un consensus large, avec le risque des erreurs dues au caractère confus des débats. Cette prise de décision, si elle a lieu dans de bonnes conditions, pourrait constituer une des plus grandes réussites des sociétés modernes. Les différentes composantes de la société, de façon typique ou atypique, de façon directe ou indirecte, seraient alors co-responsables et impliquées dans les problèmes posés et dans les solutions retenues.

Les sociétés doivent ainsi cultiver une responsabilité et une éthique collectives. L'expression « éthique collective » semble, elle, se rapporter à une accumulation de comportements individuels, inséparables de modèles sociaux, dont l'effet peut concerner d'autres groupes sociaux. Par exemple nos modes de consommation peuvent peut-être réduire la marge de liberté des générations futures (Bourg, 2004).

Toutes ces questions, juste abordées ici, sont l'occasion, pour le monde moderne, de s'interroger sur ses modes d'action et de réaction au niveau local, national, européen et mondial. Il devient de plus en plus évident - et la prise de conscience est effective - que, si la production, la transformation et le marché des produits agricoles restent sans réglementation ni contrôle autre que financier, si n'est pas prise en compte la

protection de l'environnement dans l'agriculture, la gestion des ressources, la santé publique, si la dimension éthique des problèmes est négligée, l'humanité se trouvera en face d'un système au fonctionnement non maîtrisable, système qui ne pourra garantir des bénéfices à personne si ce n'est quelques privilégiés. Il est en effet toujours à craindre que certains utilisateurs de la misère soient prêts à s'emparer du désespoir et à donner des armes à la barbarie.

Bibliographie

Bourg, D., 2004. Peut-on concilier le respect de la règle d'or avec celui des générations futures d'un cote, et celui des autres vivants de l'autre ?, *Les Mardis d'Ethos, Actes de conférences 2003-2004*. Rennes, Agrocampus.

Clavier, P., 2004. Normes éthiques : d' ou sortez-vous ?, *Les Mardis d'Ethos, Actes de conférences 2003-2004*. Rennes, Agrocampus.

Hervieu B., 1996. *Du droit des peuples à se nourrir eux-mêmes*. Paris, Flammarion.

Georgiadou, V., 1999. Les risques a l'époque moderne : une analyse politico-sociale (en grec), *Technologie – Société – Nature : à l'époque des vaches folles. Risque et incertitude*. Athènes, Ed. Nefeli.

Grognet, F., 2004. Technologies durables et Solidarité : quelles intuitions, quelles expériences ?, *Les Mardis d'Ethos, Actes de conférences 2003-2004*. Rennes, Agrocampus.

Louloudis, L., 1998. Technologie, société et nature : la bioéthique a l'époque de la biotechnologie (en grec), *Ecologie et Sciences de l'environnement*. Athènes, Ed. Stohastis.

Louloudis, L., 1998. La discussion sur la bioéthique à l'époque de la biotechnologie (en grec), *Sciences Ecologiques et Environnement*, Athènes.

Louloudis, L., 1999. Mettre au risque la santé publique : la gestion politique de la maladie des « vaches folles » (en grec), *Technologie – Société – Nature : à l'époque des vaches folles. Risque et incertitude*. Athènes, Ed. Nefeli.

Mahé L.-P. et Marette S., 2002. L'éthique et les échanges agro-alimentaires : principes et réalités, *Economie Rurale*, (271).

Mazoyer M. et Roudart L., 1997. *Histoire des agricultures du monde, du néolithique à la crise contemporaine*. Paris, Seuil.

Monbureau, F., 2004. *Cours au module de Bioéthique*. Rennes, Agrocampus.

Stavrakakis, J., 1999. Nature et logos scientifique aux sociétés modernes : le raisonnement de la construction (en grec), *Technologie – Société – Nature : à l'époque des vaches folles. Risque et incertitude*. Athènes, Ed. Nefeli.

Vermersch, D., 2004. Ethique et développement durable: la fin et les moyens, *Les Mardis d'Ethos, Actes de conférences 2003-2004*. Rennes, Agrocampus.